



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-98198>

Département(s) de publication : **83**

Annonce n° **24-98198**

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : Commune de Sainte-Maxime

Forme juridique de l'acheteur : Organisme de droit public

Activité du pouvoir adjudicateur : Services d'administration générale

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : PRESTATIONS DE FORMATIONS CACES

Description : Il s'agit de prestations de formations CACES obligatoires en matière de sécurité pour les employés municipaux et ceux du CCAS. Cette consultation fait suite à une précédente consultation (lot n°5 CACES (Certificat d'aptitude à la conduite en sécurité) du marché de PRESTATIONS DE FORMATIONS POUR LES AGENTS MUNICIPAUX ET DU CCAS), qui a été déclarée sans suite en raison de la nécessité de redéfinir le besoin.

Identifiant de la procédure : 8cb095bc-b5f9-488d-9027-614d235f6b75

Identifiant interne : 2024-AP2600AC

Type de procédure : Ouverte

2.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv) : 80500000 Services de formation

Nomenclature supplémentaire (cpv) : 80330000 Services de formation en matière de sécurité

Nomenclature supplémentaire (cpv) : 80511000 Services de formation du personnel

2.1.2 Lieu d'exécution

Ville : SAINTE MAXIME

Code postal : 83120

Subdivision pays (NUTS) : Var (FRL05)

Pays : France

2.1.4 Informations générales

Base juridique :

Directive 2014/24/UE

2.1.6 Motifs d'exclusion

Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale : Cf DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Faillite : Cf DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Corruption : Cf DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Concordat : Cf DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Participation à une organisation criminelle : Cf DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence : Cf DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental : Cf DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme : Cf DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Fraude : Cf DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains : Cf DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Insolvabilité : Cf DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail : Cf DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Biens administrés par un liquidateur : Cf DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Coupable de fausses déclarations, non-communication, n'a pas été en mesure de fournir les documents requis et a obtenu des informations confidentielles de la présente procédure : Cf DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Motifs d'exclusion purement nationaux : Cf DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché : Cf DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Association directe ou indirecte à la préparation de cette procédure de passation de marché : Cf DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Coupable d'une faute professionnelle grave : Cf DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Résiliation, dommages et intérêts ou autres sanctions comparables : Cf DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Manquement aux obligations dans le domaine du droit social : Cf DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Paiement des cotisations de sécurité sociale : Cf DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

État de cessation d'activités : Cf DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Paiement d'impôts et taxes : Cf DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes : Cf DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Section 5 - Lot

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

Titre : PRESTATIONS DE FORMATIONS CACES

Description : Il s'agit de prestations de formations CACES obligatoires en matière de sécurité pour les employés municipaux et ceux du CCAS. Cette consultation fait suite à une précédente consultation (lot n°5 CACES (Certificat d'aptitude à la conduite en sécurité) du marché de PRESTATIONS DE FORMATIONS POUR LES AGENTS MUNICIPAUX ET DU CCAS), qui a été déclarée sans suite en raison de la nécessité de redéfinir le besoin.

Identifiant interne : 2024-AP2600AC

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 80500000 Services de formation

Nomenclature supplémentaire (cpv) : 80330000 Services de formation en matière de sécurité

Nomenclature supplémentaire (cpv) : 80511000 Services de formation du personnel

5.1.2 Lieu d'exécution

Ville : SAINTE MAXIME

Code postal : 83120

Subdivision pays (NUTS) : Var (FRL05)

Pays : France

Informations complémentaires :

5.1.3 Durée estimée

Durée : 12 Mois

5.1.5 Valeur

Valeur maximale de l'accord-cadre : 195,000 Euro

5.1.6 Informations générales

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui

Informations complémentaires : L'accord-cadre avec un maximum annuel de 65 000€ HT donnera lieu à l'émission de bons de commande. Monnaie utilisée : Euro. L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter du 01/01/2025 jusqu'au 31/12/2025 reconductible 2 fois par période d'1 an sans pouvoir excéder 3 ans.

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Capacité économique et financière

Critère :

Type : Capacité technique et professionnelle

Critère :

Type : Aptitude à exercer l'activité professionnelle

5.1.10 Critères d'attribution

Critère :

Type : Qualité

Description : Valeur technique 55% (dont les sous-critères sont détaillés dans le Règlement de la Consultation)

Critère :

Type : Prix

Description : Prix des prestations 40%

Critère :

Type : Qualité

Description : Performances environnementales 5%

Description de la méthode à utiliser si la pondération ne peut être exprimée par des critères : Les critères et sous-critères sont détaillés dans le Règlement de la Consultation.

5.1.11 Documents de marché

Adresse des documents de marché : <https://www.marches-securises.fr>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://www.marches-securises.fr>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 01/10/2024 à 12:00

Date limite de validité de l'offre : 4 Mois

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :
Non

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : oui

Le paiement en ligne sera utilisé : oui

Informations relatives aux délais de recours : Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à : Greffe du Tribunal Administratif de Toulon 5 rue Racine 83041 Toulon CEDEX 09 Tél : 0494427930 Télécopie : 0494427989 Courriel : greffe.ta-toulon@juradm.fr

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

Enchère électronique : non

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de médiation : Tribunal Administratif de Toulon

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif de Toulon

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

Nom officiel : Commune de Sainte-Maxime

Numéro d'enregistrement : 21830115800018

Adresse postale : Boulevard des Mimosas

Ville : Sainte Maxime

Code postal : 83120

Subdivision pays (NUTS) : Var (FRL05)

Pays : France

Adresse électronique : ecostes@ste-maxime.fr

Téléphone : +33 494567798

Télécopieur : +33 494967974

Adresse internet : <https://www.marches-securises.fr>

Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) : <http://ville-sainte-maxime.fr>

Profil de l'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

Rôles de cette organisation :

Acheteur

8.1 ORG-0003

Nom officiel : Tribunal Administratif de Toulon

Numéro d'enregistrement : 13000525900010

Adresse postale : 5 rue Racine CS 40510

Ville : TOULON CEDEX 9

Code postal : 83041

Subdivision pays (NUTS) : Var (FRL05)

Pays : France

Adresse électronique : greffe.ta-toulon@juradm.fr

Téléphone : +33 494427930

Télécopieur : +33 349442798

Adresse internet : <http://toulon.tribunal-administratif.fr>

Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) : <http://toulon.tribunal-administratif.fr>

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

Organisation chargée des procédures de médiation

Section 11 - Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : 0a93e36e-ae65-4356-8860-1f312d728952 - 01

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 27/08/2024 à 16:45

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

11.2 Informations relatives à la publication

Date d'envoi du présent avis à la publication : 27/08/2024